DECRET N° 65-39 du 3-3-65 complétant le décret n° 62-23 du 23-1-62 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-23 du 23 janvier 1962 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant certaines modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires ;

Sur la proposition du Ministre de l'Education Nationale, du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan ;

Le conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Les dispositions du décret n° 62-23 du 23 janvier 1962 sont ainsi complétées :

« Article 76 (bis) A titre transitoire les instituteurs adjoints et les institutrices-adjointes peuvent être chargés de la direction d'une école du premier degré.

Ils bénéficient d'une indemnité de charge administrative dans les mêmes conditions que les instituteurs.

Article 77 (bis) A titre transitoire les moniteurs et les monitrices du cadre de l'enseignement peuvent être chargés de la direction d'une école du premier degré.

Ils bénéficient d'une indemnité de charge administrative dans les mêmes conditions que les instituteurs»,

Art. 2 — Le ministre de la fonction publique, le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 mars 1965

N. Grunitzky

DECRET N° 65-41 du 8-3-65 portant nomination, à titre provisoire de l'inspecteur chargé de la supervision de la gestion de l'huilerie d'Alokoégbé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 27, § 2 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963 portant nomination des membres du Gouvernement modifié par le décret n° 63-120 du 19 septembre 1963 ;

Vu le décret n° 65-14 du 1^{er} février 1965 portant nomination du directeur de l'Huilerie d'Alokoégbé ;

Vu la décision n° 8-D-PM du 29 janvier 1960 nommant M. Paul Dovi-Akue, inspecteur chargé du contrôle des activités de l'Huilerie d'Alokoégbé ;

Sur la proposition du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme,

D E C R E T E :

Article premier — M. Jacques Brenner, directeur du commerce et de l'industrie par intérim est nommé, à titre provisoire, en attendant l'approbation des statuts de l'huilerie d'Alokoégbé, inspecteur chargé de superviser la gestion de l'usine, en remplacement de M. Dovi-Akue.

Art. 2 — Tout acte pouvant engager les fonds de l'huilerie doit porter la double signature du directeur de l'huilerie et de M. Brenner.

Article 3 — M. Jacques Brenner percevra une indemnité mensuelle de dix mille (10.000) francs.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 mars 1965

N. Grunitzky

DECRET N° 65-42 du 11-3-65 réglementant les modalités d'administration des fonctionnaires et agents d'administration placés en position de stage professionnel à l'étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Le conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E :

TITRE I — DISPOSITIONS GENERALES

Article premier — Les fonctionnaires et agents de l'administration désignés pour parfaire leur formation professionnelle à l'étranger sont placés en position de stage par arrêté du président de la République.

Les intéressés continuent à bénéficier dans cette position du droit à l'avancement et à la retraite.

TITRE II — REMUNERATION DE STAGE

Art. 2 — Pendant la durée de leur stage, les fonctionnaires et agents de l'administration ne bénéficiant pas de bourses accordées par les pays étrangers ou des